

## Transparence – Tansparantie 2024

### Description, inventaires et liste

#### Description

En application des articles 57 et suivants de la loi du 08.07.1976 organique des CPAS, les missions d'un CPAS sont :

#### **Chapitre IV - Des missions du centre public d'action sociale (art. 57 - 68quinquies)**

#### **Section 1re - Missions générales et exécution (art. 57 - 62ter)**

#### **Art. 57.**

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions de l'article 57ter, le centre public d'action sociale a pour mission d'assurer aux personnes et aux familles l'aide due par la collectivité.

Il assure non seulement une aide palliative ou curative, mais encore une aide préventive. Il encourage la participation sociale des usagers.

Cette aide peut être matérielle, sociale, médicale, médico-sociale ou psychologique.

#### § 2. [...]

Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie.

Le Roi peut déterminer ce qu'il y a lieu d'entendre par aide médicale urgente.

Un étranger qui s'est déclaré réfugié et a demandé à être reconnu comme tel, séjourne illégalement dans le Royaume lorsque la demande d'asile a été rejetée et qu'un ordre de quitter le territoire exécutoire a été notifié à l'étranger concerné.

L'aide sociale accordée à un étranger qui était en fait bénéficiaire au moment où un ordre de quitter le territoire exécutoire lui a été notifié, est arrêtée, à l'exception de l'aide médicale urgente, le jour où l'étranger quitte effectivement le territoire et, au plus tard, le jour de l'expiration du délai de l'ordre de quitter le territoire.

Il est dérogé aux dispositions de l'alinéa précédent pendant le délai strictement nécessaire pour permettre à l'étranger de quitter le territoire, pour autant qu'il ait signé une déclaration attestant son intention explicite de quitter le plus vite possible le territoire, sans que ce délai ne puisse en aucun cas excéder celui qui est fixé à l'article 7, 4°, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

La déclaration d'intention précitée ne peut être signée qu'une seule fois. Le centre informe sans retard le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, ainsi que la commune concernée, de la signature de la déclaration d'intention.

S'il s'agit d'un étranger qui est devenu sans abri suite à l'application de l'article 433quaterdecies du Code pénal, l'aide sociale visée à l'alinéa quatre et cinq peut être fournie dans un centre d'accueil tel que visé à l'article 57ter.

§ 3. Le centre exerce la tutelle ou à tout le moins assuré la garde, l'entretien et l'éducation des enfants mineurs d'âge lorsqu'ils lui sont confiés par la loi, les parents ou les organismes publics.

§ 4. Le centre effectue les tâches qui lui sont confiées par la loi, le Roi ou l'autorité communale.

#### **Art. 57bis.**

Dans les conditions fixées par le Roi, les centres publics d'action sociale octroient une prime d'installation à la personne qui perd sa qualité de sans-abri pour occuper un logement qui lui sert de résidence principale.

#### **Art. 57ter.**

L'aide sociale n'est pas due par le centre lorsque l'étranger enjoint de s'inscrire en un lieu déterminé en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers bénéficie de l'aide matérielle au sein d'une structure d'accueil chargée de lui assurer l'aide nécessaire pour mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par dérogation à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, le demandeur d'asile auquel a été désigné comme lieu obligatoire d'inscription en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, une structure d'accueil gérée par l'agence ou par un partenaire de celle-ci ne peut obtenir l'aide sociale que dans cette structure d'accueil, conformément à la loi du X sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

Le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale si l'étranger fait l'objet d'une décision prise conformément à l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.

#### **Art. 57ter/1.**

En vue d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil visées à l'article 64 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définit les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune. Ce plan de répartition prend effet à partir d'une date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. À défaut de créer des initiatives locales d'accueil, le C.P.A.S. peut se voir appliquer une sanction financière dont les modalités et l'affectation sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

#### **Art. 57ter/2.**

Si un étranger, qui dispose d'un lieu obligatoire d'inscription en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, est découvert dans un logement visé à l'<sup>2</sup>[article 433<sup>quater</sup>decies du Code pénal]<sup>2</sup>, le CPAS compétent du lieu d'inscription obligatoire est tenu, dans les trente jours à dater de l'expulsion du logement en cause, de mettre à disposition de l'étranger un logement situé sur le territoire de sa commune.

Pour la période prenant cours le jour de l'expulsion du logement et prenant fin le jour où le centre compétent met à disposition de l'étranger un logement, celui-ci est relogé aux frais du centre et le centre est tenu de fournir l'aide sociale à l'étranger.

#### **Art. 57quater.**

§ 1<sup>er</sup>. La personne de nationalité étrangère, inscrite au registre des étrangers, qui en raison de sa nationalité n'a pas droit à l'intégration sociale et qui a droit à une aide sociale financière, peut prétendre à une intervention financière du centre public d'action sociale dans les frais liés à son insertion professionnelle.

§ 2. Le Roi détermine les types d'insertion pour lesquels le centre intervient financièrement ainsi que le montant, les conditions d'octroi et les modalités de cette intervention financière. Le Roi peut déterminer les conditions d'accès aux différents programmes d'insertion et d'emploi.

§ 3. Par dérogation à l'article 23 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, l'intervention financière du centre peut être imputée sur la rémunération du travailleur. Cette imputation s'effectue directement après les retenues autorisées en vertu de l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi et n'intervient pas dans la limite d'un cinquième prévue à l'article 23, alinéa 2. Une intervention financière qui

est imputée sur la rémunération du travailleur est néanmoins considérée comme une rémunération en ce qui concerne la législation fiscale et sociale.

§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions qu'il détermine, pour les travailleurs occupés avec le bénéfice d'une intervention financière du centre dans leur rémunération :

1<sup>o</sup> prévoir des dérogations aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, en ce qui concerne le respect des règles relatives à la rupture du contrat de travail par le travailleur lorsque celui-ci est engagé dans les liens d'un autre contrat de travail ou nommé dans une administration ;

2<sup>o</sup> prévoir une exonération temporaire, totale ou partielle, des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 38, §§ 3 et 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 2, §§ 3 et 3bis, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

#### **Art. 57quinquies.**

Par dérogation aux dispositions de la présente loi, le centre n'est pas tenu d'accorder une aide sociale aux ressortissants des États membres de l'Union européenne et aux membres de leur famille pendant les trois premiers mois du séjour ou, le cas échéant, pendant la période plus longue prévue à l'article 40, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ni tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien.

#### **Art. 57sexies.**

*Par dérogation aux dispositions de la présente loi, l'aide sociale n'est pas due par le centre à l'étranger autorisé au séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en raison d'un permis de travail B ou d'une carte professionnelle.*

#### **Art. 58.**

§ 1<sup>er</sup>. Une demande d'aide sociale, soumise à la décision du centre, peut être introduite oralement, par écrit, par voie électronique via le formulaire électronique mis à disposition par le ministre qui a l'intégration sociale dans ses attributions, ou d'office par le centre.

La demande d'aide est inscrite le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans le registre tenu à cet effet par le centre public d'action sociale.

Lorsque la demande est écrite, elle est signée par l'intéressé ou par la personne qu'il a désignée par écrit.

Lorsque la demande est orale, l'intéressé ou la personne désignée par écrit signe dans la case ad hoc du registre visé à l'alinéa 2.

Lorsque la demande est électronique, l'enregistrement de celle-ci équivaut à la signature.

Lorsque la demande électronique est introduite un samedi, un dimanche, ou un jour férié légal, la date de réception de la demande est le jour ouvrable qui suit.

Le Roi peut déterminer les modalités d'application du formulaire électronique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le centre adresse ou remet le même jour un accusé de réception au demandeur. Lorsque la demande est introduite via le formulaire électronique visé au § 1<sup>er</sup>, le demandeur reçoit le même jour un accusé de réception.

§ 3. Lorsqu'un centre public d'action sociale reçoit une demande d'aide pour laquelle il ne se considère pas compétent ou lorsqu'il met fin à une aide pour incompétence territoriale, il transmet cette demande dans les cinq jours calendrier par écrit au <sup>2</sup>[centre public d'action sociale]<sup>2</sup> qu'il estime être compétent. Dans le même délai, il avertit le demandeur par écrit de cette transmission.

À peine de nullité, la transmission de la demande au centre public d'action sociale considéré comme étant compétent, ainsi que la notification au demandeur de la transmission, se fait au moyen d'un écrit mentionnant les raisons de l'incompétence.

Toutefois, la demande sera validée à la date de sa réception au premier centre public d'action sociale, telle que déterminée au § 1<sup>er</sup> ou à la date de la transmission de la demande lorsque le CPAS met fin à une aide pour incompétence territoriale.

Le centre public d'action sociale qui manque à cette obligation ou qui met fin à l'aide pour incompétence territoriale doit accorder, aux conditions fixées par la présente loi, l'aide sociale, tant qu'il n'a pas transmis la demande ni communiqué les raisons invoquées pour justifier l'incompétence.

La décision d'incompétence peut être prise par le président à charge pour lui de soumettre sa décision au conseil ou à l'organe compétent à la plus prochaine réunion, en vue de sa ratification.

#### **Art. 59.**

Le centre public d'action sociale remplit sa mission en suivant les méthodes du travail social les plus adaptées et dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés.

#### **Art. 60.**

§ 1<sup>er</sup>. L'intervention du centre est, s'il est nécessaire, précédée d'une enquête sociale, se terminant par un diagnostic précis sur l'existence et l'étendue du besoin d'aide et proposant les moyens les plus appropriés d'y faire face.

L'intéressé est tenu de fournir tout renseignement utile sur sa situation et d'informer le centre de tout élément nouveau susceptible d'avoir une répercussion sur l'aide qui lui est octroyée.

Le rapport de l'enquête sociale établi par un travailleur social visé à l'article 44 fait foi jusqu'à preuve contraire pour ce qui concerne les constatations de faits qui y sont consignées contradictoirement.

Le centre qui aide un demandeur d'asile qui ne réside pas effectivement sur le territoire de la commune que le centre dessert, peut demander au centre public d'action sociale du lieu de résidence effective du demandeur d'asile concerné d'effectuer l'enquête sociale. Ce dernier centre est tenu de communiquer le rapport de l'enquête sociale au centre demandeur dans le délai fixé par le Roi. Le Roi peut déterminer le tarif en fonction duquel le centre demandeur rémunère les prestations du centre qui a effectué l'enquête sociale. Le Roi peut aussi déterminer les conditions minimales auxquelles doivent répondre l'enquête sociale du <sup>3</sup>[centre public d'action sociale]<sup>3</sup> de la résidence effective, ainsi que le rapport y relatif.

§ 2. Le centre fournit tous conseils et renseignements utiles et effectue les démarches de nature à procurer aux intéressés tous les droits et avantages auxquels ils peuvent prétendre dans le cadre de la législation belge ou étrangère.

§ 3. Il accorde l'aide matérielle sous la forme la plus appropriée.

L'aide financière peut être liée par décision du centre aux conditions énoncées aux articles 3, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, 4, 11 et 13, § 2, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

En cas de non-respect de ces conditions, le droit à l'aide financière peut, sur proposition du travailleur social ayant en charge le dossier, être refusé ou suspendu partiellement ou totalement pour une période d'un mois au maximum.

En cas de récidive dans un délai maximum d'un an, le droit à l'aide financière peut être suspendu pour une période de trois mois au maximum.

§ 4. Il assure, en respectant le libre choix de l'intéressé, la guidance psycho-sociale, morale ou éducative nécessaire à la personne aidée pour lui permettre de vaincre elle-même progressivement ses difficultés.

Il tient compte de la guidance déjà effectuée et de la possibilité de faire continuer celle-ci par l'autre centre ou service auquel l'intéressé a déjà fait confiance.

§ 5. Si la personne aidée n'est pas assurée contre la maladie et l'invalidité, il l'affilie à l'organisme assureur choisi par elle, et, à défaut de ce choix, à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité. Il exige dans la mesure du possible une contribution personnelle de l'intéressé.

§ 6. Le centre public d'action sociale créée, là où cela se révèle nécessaire et, le cas échéant, dans le cadre d'une programmation existante, des établissements ou services à caractère social, curatif ou préventif, les étend et les gère.

La nécessité de la création ou de l'extension d'un établissement ou d'un service doit résulter d'un dossier qui comporte un examen sur les besoins de la commune et/ou de la région et sur les établissements ou services similaires déjà en fonction, une description du fonctionnement, une évaluation précise du prix de revient et des dépenses à effectuer ainsi que, si possible, des informations permettant une comparaison avec des établissements ou services similaires.

La création ou l'extension d'établissements ou services qui sont susceptibles de bénéficier de subventions au niveau soit des investissements, soit du fonctionnement, ne peut être décidée que sur base d'un dossier faisant apparaître que les conditions prévues par la législation ou la réglementation organique pour l'octroi de ces subventions seront respectées.

Sans préjudice des autorisations à obtenir d'autres autorités publiques, la décision de créer ou d'étendre un établissement ou un service, dès qu'elle est de nature à entraîner une intervention à charge du budget communal ou à majorer celle-ci, est soumise à l'approbation du conseil communal.

§ 7. Dans le cas où un ayant droit à l'aide sociale financière en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale doit justifier de sa disposition à travailler, le centre prend toutes les dispositions de nature à lui permettre l'insertion socioprofessionnelle.

Le centre peut fournir cette aide en agissant lui-même comme employeur pour une durée qui ne peut être supérieure à la durée nécessaire à la personne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en vue d'obtenir le bénéfice complet des allocations sociales. Cette aide, sous la forme d'un emploi d'insertion, peut comprendre un temps de formation, assimilé à des prestations de travail, jusqu'à maximum 1/5 de temps de travail annuel.

Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les centres, en application du présent paragraphe, alinéa 2, peuvent être mis par ces centres à la disposition de personnes morales de droit privé ou de droit public, dénommés les utilisateurs externes.

En application de l'alinéa précédent, l'emploi d'insertion fait l'objet d'une Convention de mise à disposition précisant l'accompagnement fourni par le centre et par l'utilisateur externe ainsi que, au minimum, un plan d'acquisition de compétences.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'emploi d'insertion est exécuté au sein d'un service du centre, dénommé utilisateur interne, l'ayant droit dispose d'une description de fonction, et d'un plan d'acquisition de compétences. Ce dernier est communiqué à l'ayant droit par le centre selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Après concertation avec les centres, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale arrête le modèle de Convention de mise à disposition ainsi que les documents établissant le plan d'acquisition de compétences.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale détermine les conditions et les modalités suivant lesquelles l'emploi visé à l'alinéa 2 doit être conclu en vue de maintenir le droit du centre à la subvention liée à l'insertion de la personne occupée en application de l'article 36 de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et de l'article 5, § 4bis, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les C.P.A.S.

Pour la mise en œuvre du présent paragraphe, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale soutient financièrement les centres dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 8. Le conseil de l'action sociale organise, par voie de règlement d'ordre intérieur, le dépôt, la garde et la restitution, volontaires ou nécessaires, des valeurs qui peuvent lui être confiées, en vertu des articles 1915 à 1954<sup>quater</sup> du Code civil, par des personnes admises dans un de ses établissements.

Le receveur est chargé d'accepter le dépôt ou désigne éventuellement, en accord avec le secrétaire, les personnes qui sont chargées, sous sa responsabilité, de recevoir, de garder et de restituer ces dépôts.

**Art. 60bis.**

Le centre public d'action sociale prend toutes les initiatives nécessaires en vue d'informer le public sur les différentes formes d'aide qu'il octroie et en fait rapport annuellement dans la note de gestion.

**Art. 60ter**

Le centre est tenu d'entendre le demandeur, si celui-ci le demande, avant de prendre une décision relative à :

- l'aide visée à l'article 57;
- la récupération visée aux articles 98, § 1er et 99.

Le centre est tenu d'informer l'intéressé de ce droit, selon les modalités fixées par le Roi.

L'intéressé peut être entendu soit par le conseil, soit par l'organe compétent ayant un pouvoir de décision dans le cas concret.

Lors de son audition, l'intéressé peut se faire assister ou représenter par une personne de son choix.

**Art. 61.**

Le centre peut recourir à la collaboration de personnes, d'établissements ou de services qui, créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, disposent des moyens nécessaires pour réaliser les diverses solutions qui s'imposent, en respectant le libre choix de l'intéressé.

Le centre peut supporter les frais éventuels de cette collaboration, s'ils ne sont pas couverts en exécution d'une autre loi, d'un règlement, d'un contrat ou d'une décision judiciaire.

Dans le même but, le centre peut conclure des conventions soit avec un autre <sup>2</sup>[centre public d'action sociale]<sup>2</sup>, un autre pouvoir public ou un établissement d'utilité publique, soit avec une personne privée ou un organisme privé. Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les <sup>2</sup>[centres publics d'action sociale]<sup>2</sup> peuvent, en application du présent alinéa, être mis par les centres à la disposition des partenaires qui ont conclu une convention avec le centre public d'action sociale sur la base de la présente loi organique.

**Art. 62.**

Le centre peut proposer aux institutions et services déployant dans le ressort du centre une activité sociale ou des activités spécifiques, de créer avec eux un ou plusieurs comités où le centre et ces institutions et services pourraient coordonner leur action et se concerter sur les besoins individuels ou collectifs et les moyens d'y répondre.

Il a notamment, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale et des entités fédérées, la faculté, pour participer à la lutte contre la pauvreté, et en coordination avec les services et Institutions précités :

1° de veiller à lutter contre la sous protection sociale et le non-recours aux droits ;

2° de développer des approches par les pairs, des processus de travail collectifs et communautaires en vue de renforcer la participation des usagers du C.P.A.S. ;

3° d'établir, en collaboration avec la structure d'appui à la première ligne de soins, un plan social-santé à l'échelle de son ressort territorial sur la base d'un diagnostic partagé des ressources et des besoins de son territoire. Ce plan est présenté au Conseil de l'action sociale et au Conseil communal, et transmis au collège réuni ;

4° de mettre en place un service d'accompagnement à la recherche d'un logement et un service d'habitat accompagné et de prévention des expulsions ;

5° de mettre en œuvre des actions spécifiques dans le cadre de la lutte contre le sans-abrisme ;

6° de développer son service médiation de dettes avec un volet spécifique d'accompagnement à la consommation d'énergie.

#### **Art. 62bis.**

La décision en matière d'aide individuelle, prise par le conseil de l'action sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions, est communiquée dans les huit jours à compter de la date de décision, par lettre recommandée à la poste ou recommandé électronique via l'eBox tel que prévu par la loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox ou contre accusé de réception, à la personne qui a demandé l'aide, selon les modalités qui peuvent être déterminées par le Roi. La date du cachet de la poste, de l'envoi électronique ou de l'accusé de réception font foi.

La décision est motivée et signale la possibilité de former un recours, le délai d'introduction, la forme de la requête, l'adresse de l'instance de recours compétente et le nom du service ou de la personne qui, au sein du centre public d'action sociale, peut être contacté en vue d'obtenir des éclaircissements.

#### **Art. 62ter.**

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale contrôlent l'application des articles 57*quater*, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, 60, paragraphe 7, et 61, ainsi que leurs mesures d'exécution, et surveillent le respect de ceux-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette surveillance conformément aux dispositions de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations.

En ce qui concerne l'article 57*quater*, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 inclus, et du paragraphe 4, 2°, le contrôle ou la surveillance s'exercent sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des Institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour l'aide sociale financière, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques.

### **Section 2 - De la tutelle des enfants (art. 63 - 68)**

#### **Art. 63.**

Tout mineur d'âge à l'égard duquel personne n'est investi de l'autorité parentale ou n'exerce la tutelle ou la garde matérielle, est confié au centre public d'action sociale de la commune où il se trouve.

#### **Art. 64.**

Le tribunal de la jeunesse ou le comité de protection de la jeunesse peuvent confier au centre public d'action sociale les enfants dont le centre assure déjà la garde matérielle et dont les parents sont déchus en tout ou en partie de l'autorité parentale.

#### **Art. 65.**

Dans les cas visés aux deux articles précédents, le conseil de l'action sociale désigne parmi ses membres une personne qui exercera la fonction de tuteur et une personne qui exercera la fonction de subrogé tuteur.

**Art. 66.**

Si ces enfants ont des biens, le receveur remplit pour ces biens les mêmes fonctions que pour les biens du centre. La garantie de la tutelle est constituée par le cautionnement du receveur.

**Art. 67.**

Les capitaux qui appartiennent ou échoient à ces enfants sont placés à la Caisse générale d'épargne et de retraite ou employés à l'achat d'obligations ou bons de caisse émis par les pouvoirs publics et organismes énumérés au second alinéa du § 1<sup>er</sup> de l'article 78.

**Art. 68.**

La tutelle exercée par un membre du conseil de l'action sociale prend fin :

1° dès qu'une tutelle a été organisée en exécution des règles du Code civil ;

2° en cas d'adoption, de tutelle officieuse, de reconnaissance, [...] ou de rétablissement des père et mère déchus de l'autorité parentale dans les droits dont ils ont été privés.

**Section 3 - Des avances sur pensions alimentaires et du recouvrement de ces pensions (art. 68bis - 68quater.)**

**Art. 68bis à 68quater.**

[...]

**Section 4 - Aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés (art. 68quinquies)**

**Art. 68quinquies.**

§ 1<sup>er</sup>. Le centre public d'action sociale est chargé d'allouer une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés.

§ 2. Le droit à une aide au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés est accordé lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° le débiteur d'aliments est ayant droit au revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente ;

2° le débiteur d'aliments est une personne qui est redevable :

a) soit d'une pension alimentaire à l'égard de ses enfants et fixée soit par une décision judiciaire exécutoire, soit dans une convention visée à l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, soit dans un accord exécutoire visé aux articles 731 à 734 du Code judiciaire ;

b) soit d'une pension alimentaire sur la base de l'article 336 du Code civil ;

c) soit d'une part contributive pour un enfant placé en vertu d'une décision prise par le tribunal de la jeunesse ou par l'autorité administrative compétente ;

3° le débiteur d'aliments apporte la preuve du paiement de cette pension alimentaire ou de cette part contributive.

§ 3. Le montant du droit à une aide spécifique au paiement de pensions alimentaires ou de parts contributives pour enfants placés s'élève à 50% du montant des pensions alimentaires payées ou des parts contributives, plafonné à 1.100 EUR par an.



§ 4. Le Roi détermine les modalités relatives à l'introduction de la demande auprès du centre compétent, à la notification de la décision et au paiement de l'aide spécifique au paiement des pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Il détermine la procédure à suivre en cas d'incompétence du centre public d'action sociale qui reçoit la demande.

§ 5. L'État accorde au centre compétent une subvention égale à 100% du montant de l'aide spécifique au paiement de pensions alimentaires en faveur d'enfants ou de parts contributives pour enfants placés. Des avances à valoir sur le montant dont la charge est supportée par l'État peuvent être accordées dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi.

Vous trouverez dans les différentes rubriques du présent site toutes les informations utiles en ce qui concerne les compétences, l'organisation et le fonctionnement du CPAS et notamment les moyens disponibles pour introduire une demande d'aide.

Le site contient également des informations sur les services assurés par le CPAS qui ne sont pas spécifiquement visés par la réglementation (ex. : maison de repos et de soins Arcadia, maison d'accueil Le Relais, service d'aide à domicile, service de médiation de dettes,...).

## **Omschrijving, inventaris en lijst**

### Omschrijving

In toepassing van het artikel 57 en volgende van de organieke wet van 08.07.1976, zijn de taken van het O.C.M.W.:

#### **Hoofdstuk IV - TAKEN VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN (art. 57 - 68quinquies)**

##### **Afdeling I - Algemene taken en uitvoering (art. 57 - 62ter)**

###### **Art. 57.**

§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is.

Het verzekert niet alleen lenigende of curatieve doch ook preventieve hulp. Het bevordert de maatschappelijke participatie van de gebruikers.

Deze dienstverlening kan van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard zijn.

§ 2. In afwijking van de andere bepalingen van deze wet, is de taak van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beperkt tot:

1° het verlenen van dringende medische hulp, wanneer het gaat om een vreemdeling die illegaal in het Rijk verblijft;

2° het vaststellen van de staat van behoeftigheid doordat de ouders hun onderhoudsplicht niet nakomen of niet in staat zijn die na te komen, wanneer het gaat om een vreemdeling jonger dan 18 jaar die met zijn ouders illegaal in het Rijk verblijft.

In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. De aanwezigheid in het opvangcentrum van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag over het kind daadwerkelijk uitoefenen, wordt gewaarborgd.

De Koning kan bepalen wat onder dringende medische hulp begrepen moet worden.

Een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd om als dusdanig te worden erkend, verblijft illegaal in het Rijk wanneer de asielaanvraag is geweigerd en aan de betrokken vreemdeling een [...] bevel om het grondgebied te verlaten is betekend.

De maatschappelijke dienstverlening aan een vreemdeling die werkelijk steuntrekkende was op het ogenblik dat hem een [...] bevel om het grondgebied te verlaten werd betekend, wordt, met uitzondering van de dringende medische hulpverlening, stopgezet de dag dat de vreemdeling daadwerkelijk het grondgebied verlaat, en ten laatste de dag van het verstrijken van de termijn van het bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken gedurende de termijn die strikt noodzakelijk is om de vreemdeling in staat te stellen het grondgebied te verlaten, voor zover hij een verklaring heeft ondertekend die zijn uitdrukkelijke intentie het grondgebied zo snel mogelijk te willen verlaten, weergeeft; deze termijn mag in geen geval de termijn welke vastgelegd is door artikel 7, 4°, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen overschrijden.

De hierboven vermelde intentieverklaring kan slechts eenmaal worden ondertekend. Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, evenals de betrokken gemeente, van de ondertekening van de intentieverklaring.

Indien het gaat om een vreemdeling die dakloos is geworden ingevolge de toepassing van artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, kan de in het vierde en vijfde lid bedoelde maatschappelijke dienstverlening verstrekt worden in een onthaalcentrum, zoals bedoeld in artikel 57ter.

§ 3. Het centrum oefent de voogdij uit over of verzekert althans de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige kinderen die door de wet, de ouders of overheidsorganen aan het centrum zijn toevertrouwd.

§ 4. Het centrum voert de taken uit die hem door de wet, de Koning of de gemeenteoverheid zijn toevertrouwd.

**Art. 57bis.**

Onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, kennen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn een installatiepremie toe aan de persoon die de hoedanigheid van dakloze verliest door een woning te betrekken die hem tot hoofdverblijfplaats dient.

**Art. 57ter.**

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien een vreemdeling die gehouden is zich in te schrijven in een welbepaalde plaats overeenkomstig artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, materiële hulp ontvangt van een opvangstructuur die belast is met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.

In afwijking van artikel 57, § 1 kan een asielzoeker aan wie in toepassing van artikel 11, § 1 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen als verplichte plaats van inschrijving een opvangstructuur is aangewezen die beheerd wordt door het Agentschap of één van zijn partners, slechts in deze opvangstructuur gebruik maken van de maatschappelijke dienstverlening overeenkomstig de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum verschuldigd indien ten aanzien van een vreemdeling een beslissing is genomen overeenkomstig artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen.

**Art. 57ter/1.**

Om te zorgen voor een evenwichtige spreiding van de opvangplaatsen over de gemeenten, is het OCMW verplicht lokale opvanginitiatieven op te richten als bedoeld in artikel 64 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria voor die spreiding, rekening houdend met de specifieke situatie van elke gemeente. Dat spreidingsplan treedt in werking vanaf een door de Koning bepaalde datum, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Indien het OCMW geen lokale opvanginitiatieven opricht, kan het een financiële sanctie opgelegd krijgen, waarvan de nadere regels en de bestemming door de Koning worden bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

**Art. 57ter/2.**

Indien een vreemdeling, die krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, beschikt over een verplichte plaats van inschrijving, wordt aangetroffen in een woning bedoeld in artikel 433quaterdecies van het Strafwetboek, dan is het bevoegde OCMW van de verplichte plaats van inschrijving ertoe gehouden binnen dertig dagen na de uitdrijving uit de bedoelde woning, een huisvesting ter beschikking te stellen van de vreemdeling op het grondgebied van zijn gemeente.

Voor de periode die begint op de dag van de uitdrijving en die een einde neemt op de dag dat het bevoegde centrum een huisvesting ter beschikking stelt, wordt de vreemdeling op kosten van het centrum geherhuisvest en verstrekt het centrum aan de vreemdeling de maatschappelijke dienstverlening.

**Art. 57quater.**

§ 1. Voor de persoon van vreemde nationaliteit, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die omwille van zijn nationaliteit geen aanspraak kan maken op het recht op maatschappelijke integratie en gerechtigd is op een

financiële maatschappelijke hulp, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn financieel tussenkomen in de kosten die verbonden zijn aan de inschakeling van deze persoon in het beroepsleven.

§ 2. De Koning bepaalt voor welke vormen van inschakeling het centrum financieel tussenkomt alsmede het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de modaliteiten van deze financiële tegemoetkoming. De Koning kan de voorwaarden bepalen voor de toegang tot de verschillende inschakelings- en tewerkstellingsprogramma's.

§ 3. In afwijking van artikel 23 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de financiële steun vanwege het centrum in mindering gebracht worden op het loon van de werknemer. Deze aftrek geschiedt dadelijk na de inhouding toegelaten krachtens artikel 23, eerste lid, 1°, van dezelfde wet en telt niet mee voor de grens van een vijfde, bepaald in artikel 23, tweede lid. Een financiële steun die aldus in mindering wordt gebracht op het loon van de werknemer, wordt niettemin voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving als loon beschouwd.

§ 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, voor de werknemers die genieten van een financiële steun in hun loon vanwege het centrum:

1° in afwijkingen voorzien op de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzake het naleven van de regels betreffende de verbreking van de arbeidsovereenkomst door de werknemer wanneer hij in dienst genomen wordt in het kader van een andere arbeidsovereenkomst of benoemd wordt in een administratie;

2° in een tijdelijke, gehele of gedeeltelijke vrijstelling voorzien van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, §§ 3 en 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in artikel 2, §§ 3 en 3bis, van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van mijnwerkers en ermee gelijkgestelden.

#### **Art. 57quinquies.**

In afwijking van de bepalingen van deze wet is de maatschappelijke dienstverlening door het centrum niet verschuldigd aan onderdanen van Lid-Staten van de Europese Unie en hun familieleden gedurende de eerste drie maanden van het verblijf of, in voorkomend geval de langere periode zoals bedoeld in artikel 40, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, noch is het verplicht om vóór de verwerving van het duurzame verblijfsrecht steun voor levensonderhoud toe te kennen.

Art. 57sexies.

[...]

#### **Art. 58.**

§ 1. Een aanvraag betreffende maatschappelijke dienstverlening, waarover het centrum een beslissing moet nemen, kan mondeling, schriftelijk, elektronisch via het elektronisch formulier dat door de minister bevoegd voor maatschappelijke integratie ter beschikking wordt gesteld of ambtshalve door het centrum worden ingediend.

De steunaanvraag wordt de dag van haar ontvangst chronologisch ingeschreven in het daartoe door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gehouden register.

Wanneer de aanvraag schriftelijk wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de persoon die hij schriftelijk heeft aangewezen.

Wanneer de aanvraag mondeling wordt gedaan, ondertekent de belanghebbende of de schriftelijk aangewezen persoon in het daartoe voorziene vak van het register bedoeld in het tweede lid.

Wanneer de aanvraag elektronisch wordt gedaan, geldt de registratie ervan als ondertekening.

Wanneer de elektronische aanvraag op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag wordt ingediend, is de datum van ontvangst van de aanvraag de eerstvolgende werkdag.

De Koning kan de modaliteiten van de toepassing van het elektronisch formulier bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2. Het centrum zendt of overhandigt dezelfde dag aan de aanvrager een ontvangstbewijs. Wanneer de aanvraag via het elektronisch formulier bedoeld in § 1 wordt gedaan, ontvangt de aanvrager dezelfde dag een ontvangstbewijs.

§ 3. Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een steunaanvraag ontvangt waarvoor het zich onbevoegd acht of wanneer het een steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid, zendt het deze aanvraag over binnen de vijf kalenderdagen aan het volgens hem bevoegd openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Binnen dezelfde termijn wordt de aanvrager schriftelijk in kennis gesteld van deze overzending.

Op straffe van nietigheid gebeurt de overzending van de aanvraag aan het bevoegd geachte openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, evenals de kennisgeving van de overzending aan de aanvrager, door een geschrift met vermelding van de redenen van onbevoegdheid.

De aanvraag zal evenwel worden gevalideerd op de datum van ontvangst bij het eerste openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in § 1, of op de datum van de overzending van de aanvraag wanneer het OCMW een steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid.

Het openbaar centrum voor maatschappelijke integratie dat deze verplichting niet naleeft of dat de steun beëindigt wegens territoriale onbevoegdheid, moet overeenkomstig de door deze wet gestelde voorwaarden maatschappelijke dienstverlening verlenen zolang het de aanvraag niet heeft overgezonden en de redenen die aan de onbevoegdheid ten grondslag liggen niet heeft medegedeeld.

De beslissing van onbevoegdheid kan worden genomen door de Voorzitter mits zijn beslissing aan de raad of het bevoegd orgaan te onderwerpen op de eerstvolgende vergadering met het oog op haar bekrachtiging.

#### **Art. 59.**

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vervult zijn opdracht volgens de meest aangepaste methoden van het maatschappelijk werk en met eerbiediging van de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging van de betrokkenen.

#### **Art. 60.**

§ 1. De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien.

De betrokkene is ertoe gehouden elke nuttige inlichting nopens zijn toestand te geven, alsmede het centrum op de hoogte te brengen van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op de hulp die hem wordt verleend.

Het verslag van het sociaal onderzoek opgesteld door een maatschappelijk werker bedoeld in artikel 44 geldt tot bewijs van het tegendeel wat betreft de feitelijke vaststellingen die daarin op tegensprekelijke wijze zijn opgetekend.

Het centrum dat een asielzoeker steunt die niet daadwerkelijk verblijft op het grondgebied van de gemeente die het centrum bedient, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats van de betrokken asielzoeker verzoeken het sociaal onderzoek uit te voeren. Dit laatste centrum is ertoe gehouden het verslag van het sociaal onderzoek over te zenden aan het centrum dat erom vraagt, binnen de door de Koning vastgestelde termijn. De Koning kan het tarief bepalen waarmee het verzoekend centrum de prestaties vergoedt van het centrum dat het sociaal onderzoek heeft uitgevoerd. De Koning kan ook de minimale voorwaarden bepalen waaraan het sociaal onderzoek van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de werkelijke verblijfplaats, evenals het verslag ervan, moeten voldoen.

§ 2. Het centrum verstrekt alle nuttige raadgevingen en inlichtingen en doet de stappen om aan de betrokkenen alle rechten en voordelen te verlenen waarop zij krachtens de Belgische of de buitenlandse wetten aanspraak kunnen maken.

§ 3. Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm.

De financiële hulpverlening kan bij beslissing van het centrum worden onderworpen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 3, 5° en 6°, 4, 11 en 13, § 2, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Indien deze voorwaarden niet worden nageleefd kan het recht op financiële hulp, op voorstel van de maatschappelijk werker belast met het dossier, worden geweigerd of geheel of gedeeltelijk worden geschorst voor een periode van ten hoogste een maand.

In geval van herhaling binnen een termijn van ten hoogste een jaar kan het recht op financiële hulp voor een periode van ten hoogste drie maanden worden geschorst.

§ 4. Het verzekert, met eerbiediging van de vrije keus van de betrokkene, de psycho-sociale, morele of opvoedende begeleiding die de geholpen persoon nodig heeft om geleidelijk zelf zijn moeilijkheden te boven te komen.

Het houdt rekening met de reeds verstrekte begeleiding en met de mogelijkheid tot voortzetting ervan door het andere centrum of dienst waarin de betrokkene zijn vertrouwen reeds heeft uitgedrukt.

§ 5. Indien de persoon aan wie hulp wordt geboden niet verzekerd is tegen ziekte en invaliditeit, maakt het de betrokkene lid van een verzekeringsinstelling naar zijn keuze, en bij gebrek aan een dergelijke keuze, van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. In de mate van het mogelijke wordt er een persoonlijke bijdrage geëist van de betrokkene.

§ 6. Waar de noodzakelijkheid zich voordoet, richt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, desgevallend in het kader van een bestaande planning, inrichtingen of diensten op met sociaal, curatief of preventief karakter, breidt deze uit en beheert deze.

De noodzaak tot het oprichten of het uitbreiden van een inrichting of van een dienst moet blijken uit een dossier dat een onderzoek bevat naar de behoeften van de gemeente en/of de streek en naar de gelijkaardige inrichtingen of diensten die reeds in functie zijn, een beschrijving van de wijze van functioneren, een nauwkeurige raming van de kostprijs en van de uitgaven die moeten gedaan worden, alsook, indien mogelijk, inlichtingen die een vergelijking met gelijkaardige instellingen en diensten mogelijk maken.

De oprichting of de uitbreiding van inrichtingen of diensten die in aanmerking kunnen komen voor het genieten van toelagen op het vlak van hetzij de investeringen, hetzij van de werking, kan alleen beslist worden op basis van een dossier waaruit blijkt dat de door de organieke wetgeving of reglementering voor het toekennen van deze toelagen voorziene voorwaarden, nageleefd zullen worden.

Onverminderd de machtigingen te verkrijgen vanwege andere overheidsorganen, wordt het besluit om een inrichting of een dienst op te richten of uit te breiden voor goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad [...], zodra het besluit van die aard is dat het een tegemoetkoming uit de gemeentebegroting zal meebrengen of deze zal verhogen.

§ 7. In het geval waarin een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp met toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn betreffende het ten laste nemen van de steun zijn werkbereidheid moet rechtvaardigen, treft het centrum alle mogelijke maatregelen om de socioprofessionele inschakeling van de rechthebbende mogelijk te maken.

Het centrum mag die hulp verstrekken door zelf op te treden als werkgever voor een duur die niet langer mag zijn dan de duur die voor de in het eerste lid bedoelde persoon nodig is om gerechtigd te worden op volledige sociale uitkeringen. Die hulp, in de vorm van een inschakelingsbetrekking, kan een opleidingsperiode omvatten die gelijkgesteld wordt aan arbeidsprestaties gaande tot maximaal 1/5 van de jaarlijkse arbeidstijd.

In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers kunnen de werknemers aangeworven door de centra krachtens een arbeidsovereenkomst, met toepassing van het tweede lid van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, de externe gebruikers genaamd.

Met toepassing van het voorgaande lid maakt de inschakelingsbetrekking het voorwerp uit van een overeenkomst van terbeschikkingstelling waarin de door het centrum en door de externe gebruiker verstrekte begeleiding wordt gepreciseerd en die minstens een competentieverwervingsplan bevat.

In afwijking van het derde lid beschikt de rechthebbende, wanneer de inschakelingsbetrekking wordt uitgeoefend bij een dienst van het centrum, een interne gebruiker genaamd, over een functiebeschrijving en een competentieverwervingsplan. Dat laatste wordt door het centrum aan de rechthebbende bezorgd volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Na overleg met de centra bepaalt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het model van de overeenkomst van terbeschikkingstelling en de documenten voor de opstelling van het competentieverwervingsplan.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten volgens welke de overeenkomst voor de in het tweede lid bedoelde betrekking moet worden gesloten zodanig dat het centrum het recht behoudt op de subsidie voor de inschakeling van de tewerkgestelde persoon krachtens artikel 36 van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en artikel 5, § 4bis, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de OCMW's.

Voor de uitvoering van deze paragraaf ondersteunt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de centra financieel binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 8. De raad voor maatschappelijk welzijn organiseert, bij huishoudelijk reglement, het in bewaring geven, de bewaring en de teruggave van waarden hetzij op vrijwillige of noodzakelijke basis, die hem ingevolge de artikelen 1915 tot 1954quater van het Burgerlijk Wetboek, kunnen worden toevertrouwd door personen opgenomen in een van zijn instellingen.

De ontvanger is met de inbewaarneming belast of duidt in overleg met de secretaris eventueel de personen aan die, onder zijn verantwoordelijkheid, gelast zijn deze deposito's te ontvangen, te bewaren en terug te geven.

#### **Art. 60bis.**

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt alle initiatieven met het oog op de bekendmaking van de verschillende door het centrum verstrekte vormen van dienstverlening, en rapporteert hierover jaarlijks in de beleidsnota.

#### **Art. 60 ter**

Het centrum is verplicht de aanvrager te horen, indien laatstgenoemde dat vraagt, voordat het een beslissing neemt over:

- de dienstverlening bedoeld in artikel 57;
- de terugvordering bedoeld in artikelen 98, § 1 en 99.

Het centrum moet de belanghebbende in kennis stellen van dit recht, overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de Koning.

De belanghebbende wordt gehoord door hetzij de raad, hetzij het bevoegde orgaan met beslissingsbevoegdheid in het concrete geval.

De belanghebbende die wordt gehoord kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon naar zijn keuze.

**Art. 61.**

Het centrum kan een beroep doen op de medewerking van personen, van inrichtingen of diensten, die, opgericht hetzij door openbare besturen, hetzij op privé-initiatief, in staat zijn de middelen aan te wenden tot verwezenlijking van de verschillende oplossingen die zich opdringen, met eerbiediging van de vrije keuze van de betrokkene.

Het centrum kan de eventuele kosten van deze samenwerking dragen wanneer deze niet in uitvoering van een andere wet, een reglement, een overeenkomst of een rechterlijke beslissing worden gedekt.

Met hetzelfde doel kan het centrum overeenkomsten sluiten, hetzij met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een ander openbaar bestuur of instelling van openbaar nut, hetzij met een privé-persoon of een privé-instelling. In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met toepassing van dit lid, door deze centra ter beschikking worden gesteld aan de partners die met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een overeenkomst hebben gesloten op basis van onderhavige organieke wet.

**Art. 62.**

Het centrum kan de instellingen en diensten die binnen het ambtsgebied van het centrum een sociale activiteit of specifieke activiteiten uitoefenen, voorstellen om gezamenlijk een of meer comités in te stellen waarin het centrum en die instellingen en diensten hun werkzaamheden kunnen coördineren en overleg plegen over de individuele of collectieve behoeften en de middelen om daarin te voorzien.

Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de federale overheid en de andere gefedereerde entiteiten, heeft het, om mee te werken aan de armoedebestrijding, en in coördinatie van voornoemde diensten en instellingen met name de mogelijkheid:

1° te zorgen voor het bestrijden van het gebrek aan sociale bescherming en het niet-gebruik van rechten;

2° benaderingen door «peers», collectieve en gemeenschappelijke werkprocessen uit te bouwen teneinde de participatie van de OCMW-gebruikers te versterken;

3° in samenwerking met de structuur ter ondersteuning van de eerstelijnszorg, een welzijns- en gezondheidsplan voor zijn territoriaal bevoegdheidsgebied op te stellen op grond van een gedeelde diagnose van de middelen en de noden voor zijn grondgebied. Dit plan wordt aan de raad voor maatschappelijk welzijn en aan de gemeenteraad voorgesteld en aan het Verenigd College bezorgd;

4° een begeleidingsdienst voor het zoeken naar een woning en een dienst voor begeleid wonen en uitzettingspreventie op te richten;

5° specifieke acties te voeren in het kader van de bestrijding van dakloosheid;

6° zijn dienst schuldbemiddeling uit te breiden met een specifiek deel voor begeleiding inzake energieverbruik.

**Art. 62bis.**

De beslissing inzake individuele hulpverlening genomen door de raad voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen, wordt aan de persoon die de hulp heeft aangevraagd schriftelijk en aangetekend of elektronisch aangetekend via de eBox, zoals bedoeld in de wet van 27 februari 2019 inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox of tegen ontvangstbewijs meegedeeld binnen de acht dagen te rekenen vanaf de datum van de beslissing, op de wijze die door de Koning kan worden bepaald. De datum van de poststempel, van de elektronische zending of van het ontvangstbewijs is doorslaggevend.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot het instellen van beroep, de beroepstermijn, de vorm van het verzoekschrift, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de dienst of persoon, die binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan gecontacteerd worden voor het geven van toelichting.



**Art. 62ter.**

De door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen ambtenaren controleren de uitvoering van de artikelen 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, 60, § 7, en 61, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, en houden toezicht op de naleving ervan.

Deze ambtenaren oefenen die controle of dit toezicht uit in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen.

Wat artikel 57quater, §§ 1 tot en met 3, en § 4, 2°, betreft, worden de controle of het toezicht uitgeoefend onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen of voor financiële maatschappelijke bijstand, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn.

**Afdeling II - Voogdij over de kinderen (art. 63 - 68)**

**Art. 63.**

Iedere minderjarige over wie niemand het ouderlijk gezag, de voogdij of de materiële bewaring heeft, wordt toevertrouwd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt.

**Art. 64.**

De jeugdrechtbank of het comité voor de jeugdbescherming kunnen aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de kinderen toevertrouwen over wie het centrum reeds de materiële bewaring heeft en van wie de ouders geheel of gedeeltelijk uit het ouderlijk gezag zijn ontzet.

**Art. 65.**

In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen wijst de raad voor maatschappelijk welzijn onder haar leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen alsook een persoon die de taak van toezien voogd zal vervullen.

**Art. 66.**

Indien de kinderen goederen bezitten, oefent de ontvanger ten aanzien van die goederen dezelfde functies uit als ten aanzien van de goederen van het centrum. Als waarborg voor de voogdij geldt de zekerheid gesteld door de ontvanger.

**Art. 67.**

De kapitalen die aan die kinderen toebehoren of ten deel vallen, worden belegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of gebruikt voor de aankoop van obligaties of kasbons uitgegeven door de openbare besturen en instellingen opgesomd in artikel 78, § 1, tweede lid.

**Art. 68.**

De voogdij van een lid van de raad voor maatschappelijk welzijn neemt een einde:

1° zodra is voorzien in een voogdij met toepassing van de regels van het Burgerlijk Wetboek;

2° in geval van adoptie, pleegvoogdij, erkenning, [...] of herstel van de ouders die uit het ouderlijk gezag waren ontzet, in de rechten die hun waren ontnomen.

### **Afdeling III - Voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden (art. 68bis - 68quater)**

#### **Art. 68bis.**

[...]

#### **Art. 68ter.**

[...]

#### **Art. 68quater.**

[...]

### **Afdeling IV - Specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen (art. 68quinquies)**

#### **Art. 68quinquies.**

§ 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is belast met het toekennen van een specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen.

§ 2. Het recht op hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen wordt verleend wanneer de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de onderhoudsplichtige heeft recht op het leefloon of op een gelijkwaardige financiële maatschappelijke hulp;

2° de onderhoudsplichtige is een persoon die:

a) ofwel onderhoudsgeld voor zijn kinderen verschuldigd is, vastgelegd hetzij in een uitvoerbare gerechtelijke beslissing, hetzij in een overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, hetzij in een uitvoerbare schikking bedoeld in artikelen 731 tot 734 van het Gerechtelijk Wetboek;

b) ofwel onderhoudsgeld verschuldigd is op basis van artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek;

c) ofwel een bijdrage voor een geplaatst kind verschuldigd is op grond van een beslissing genomen door de Jeugdrechtbank of door de bevoegde administratieve overheid;

3° de onderhoudsplichtige levert het bewijs van de betaling van dit onderhoudsgeld of van deze bijdrage.

§ 3. De specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden of van bijdragen voor geplaatste kinderen bedraagt 50 pct. van het bedrag van de betaalde onderhoudsgelden of bijdragen, met een maximum van 1.100 EUR per jaar.

§ 4. De Koning bepaalt de regels voor de indiening van de aanvraag bij het bevoegd centrum, voor de kennisgeving van de beslissing en voor de uitkering van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Hij bepaalt de te volgen procedure in geval van onbevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarbij de aanvraag wordt ingediend.

§ 5. De Staat kent het bevoegd centrum een toelage toe, gelijk aan 100 pct. van het bedrag van de specifieke hulp voor het betalen van onderhoudsgelden ten gunste van kinderen of van bijdragen voor geplaatste kinderen. Voorschotten in mindering van het bedrag dat door de Staat ten laste wordt genomen, kunnen toegekend worden onder de voorwaarden en volgens de regels bepaald door de Koning.

U zal in de verschillende rubrieken van de huidige site alle nodige informatie terugvinden in verband met de competenties, de organisatie en het functioneren van het O.C.M.W. en alsook de beschikbare middelen om een hulpaanvraag in te dienen.

De site bevat eveneens informatie over de diensten verzekerd door het O.C.M.W. die niet specifiek vermeld zijn in de reglementering (bijv. : rust- en verzorgingstehuis Arcadia, onthaalhuis De Relais, dienst Gezinshulp aan huis, dienst schuldbemiddeling, ....).

#### Inventaire des subsides

Aucun subside n'a été octroyé en 2024 au sens de l'article 6, § 1er, 2° des décret et ordonnance conjoints précités.

#### Inventaire des études

Aucune étude n'a été réalisée en 2024 au sens de l'article 6, § 1er, 3° des décret et ordonnance conjoints précités.

#### Inventaris van de subsidies

Geen enkele subsidie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werden toegekend, in 2024.

#### Inventaris van de studies

Geen enkele studie, in de zin van het artikel 6, § 1, 2° van de genoemde gezamenlijke decreet en ordonnantie, werd verwezenlijkt in 2024.

Inventaires des marchés publics – Inventaris van de openbare opdrachten

La liste qui suit reprend les marchés publics de 2024, dont la date de la décision. De volgende lijst bevat de openbare opdrachten 2024 met de datum van de beslissing.

<b>BOS</b>	<b>SUJET ONDERWERP</b>	<b>ADJUDICATAIRE OPDRACHTNEMER</b>	<b>DATE BP CS DATUM VB RD</b>	<b>MONTANT BEDRAG</b>
18789	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage des plateformes élévatrices et monte-charge	KONE BELGIUM	10-01-24	3.194,40 €
18790	MP - reconduction - collecte, transport, destruction et recyclage des cartes médicales périmées des usagers	MONSEU RECYCLING	10-01-24	1.815,00 €
18976	MP - attribution - sortie pour résidents	MAISON DE LA POSTE	10-01-24	332,50 €
18836	MP - attribution - 6 batteries pour système Tempweb	GULLIMEX	10-01-24	64,19 €
18773	MP - attribution - colle et joint pour carrelage	CIPAC	10-01-24	509,92 €
18701	MP - attribution - sortie familiale	CIRQUE BOUGLIONE	10-01-24	720,00 €

18363	MP - attribution - petits matériels pour activités du service Ergo	WESCO	10-01-24	241,13 €
18827	MP - attribution - matériel électrique	CEBEO	10-01-24	58,58 €
18771	CA - attribution - maintenance annuelle du matériel et des logiciels informatiques	ECONOCOM (centrale d'achat Paradigm)	10-01-24	10.160,80 €
18749	MP - attribution - nettoyage et vidange d'un décanteur	VITESS'KE	10-01-24	290,40 €
18874	MP - attribution - 2 garde-robes	MOMENTS FURNITURE	10-01-24	1.659,76 €
18911	MP - attribution - 2 bouilloires	MEDIAMARKT	10-01-24	79,98 €
18850	CA - attribution - 120 licences "CAL Windows Server"	PARADIGM (centrale d'achat)	10-01-24	4.634,78 €
18629	MP - attribution - achat de consommables informatiques / fourniture impression badge plastique	BELTA	10-01-24	34.529,13 €

18979	MP - attribution - travaux de toiture	TOITURE CHRISTIAN	10-01-24	7.529,83 €
18784	MP - attribution - nettoyage de la hotte et de la gaine d'extraction	RENTOKIL	10-01-24	1.459,83 €
18937	MP - attribution - aménagement du local	LEENBAKKER	10-01-24	583,90 €
18737	MP - attribution - interventions sur installations	VINCI FACILITIES	10-01-24	3.705,48 €
18876	MP - attribution - réparation lave-vaisselle	SABEMAF	10-01-24	1.935,75 €
18758	MP - attribution - interventions sur installations	VINCI FACILITIES	10-01-24	4.002,13 €
18756	MP - attribution - interventions sur installations	VINCI FACILITIES	10-01-24	2.495,40 €
18873	MP - attribution - démontage et démolition d'éléments d'un bâtiment	DEMO JV	10-01-24	509,92 €

19096	MP - reconduction - location de cars avec chauffeur	AUTOCARS GILLES/ DE HAUWERE	24-01-24	26.203,20 €
19116	MP - reconduction - entretien des jardins	HENRION JARDINS	24-01-24	20.965,74 €
19020	MP - attribution - écouteurs	SCREEN SERVICES	24-01-24	193,60 €
18938	MP - attribution - remplacement du moteur de la grille du parking	TK ELEVATOR	24-01-24	1.927,89 €
18950	MP - attribution - réparation d'une toiture	VIGOUROUX	24-01-24	233,20 €
19061	MP - attribution - nappes et serviettes	ACTION	24-01-24	27,86 €
19060	MP - attribution - matériel électrique	ELECTRIC	24-01-24	63,96 €
18951	MP - attribution - remplacement de la serrure et du ferme-porte	SERRURERIE ANDRE	24-01-24	1.203,95 €



19038	MP - attribution - sorties pour résidents	KINEPOLIS	24-01-24	1.080,00 €
19034	MP - attribution - peinture pour sol	R&A ROELS	24-01-24	296,38 €
19065	MP - attribution - viande halal	BEN MIRA	24-01-24	80,50 €
19017	MP - attribution - 28 roulettes pour chariots de cuisine	CIPAC	24-01-24	682,31 €
19041	MP - attribution - sorties bowling - résidents	BOWLING DE MOLENBEEK	24-01-24	1.920,00 €
19039	MP - attribution - sorties piscine	PISCINE DE MOLENBEEK	24-01-24	420,00 €
19085	MP - attribution - acquisition d'un livre	VANDEN BROELE	24-01-24	95,00 €
19076	MP - attribution - autocollants pour claviers de PC	TOUS ERGO	24-01-24	84,50 €

19042	MP - attribution - sorties à Meise	BRIXIUS	24-01-24	1.920,00 €
18980	MP - attribution - interventions techniques	AMMARI ELIAS (AG ELEC)	24-01-24	26.015,00 €
19086	MP - attribution - inspections préventives des ascenseurs, des plateformes et des monte-charges	O.C.B.	24-01-24	9.875,96 €
19126	MP - attribution - 2 bouilloires	VANDEN BORRE	31-01-24	78,00 €
19153	CA - attribution - un switch EPN	PARADIGM (centrale d'achat)	31-01-24	155,76 €
19088	MP - attribution - cloisons en gyproc et autres fournitures	GESIBOIS	31-01-24	2.221,99 €
19106	MP - attribution - sortie culturelle	THEATRE NATIONAL	31-01-24	11,25 €
19125	MP - attribution - sorties culturelles	BOWLING DE MOLENBEEK	31-01-24	600,00 €

18847	MP - reconduction - fournitures de protection urinaire et divers	ESSITY et WM SUPPLIES	31-01-24	73.019,08 €
19203	MP - reconduction - accord-cadre de services intérim Nursing	HUMAN SUPPORTS sprl EXPRESS MEDICAL NV REFLEX HEALTHCARE PEOPLE srl	31-01-24	151.250,00 €
19139	MP - attribution - remplacement de 2 circulateurs de chauffage	VINCI FACILITIES	07-02-24	1.417,06 €
19160	MP - attribution - 2 thermos à pompe	VIEUX BEAU DOUR	07-02-24	67,37 €
19100	MP - attribution - friteuse	VANDEN BORRE	07-02-24	99,95 €
19173	MP - attribution - facture suite à une intervention	VINCI FACILITIES	07-02-24	1.221,51 €
19016	MP - attribution - Prestations IRISTEAM	IRISTEAM	07-02-24	29.998,00 €
19289	MP - attribution - services juridiques	UGKA	07-02-24	131,50 €

19284	MP - attribution - mousse isolante- châssis	R&A ROELS	20-02-24	211,02 €
19196	MP - attribution - bouquet de fleurs	MUYLLAERT FLOWERS	20-02-24	50,00 €
19304	MP - attribution - traitement contre les punaises de lit	AM CONTROL	20-02-24	1.149,50 €
19293	CA - attribution - acquisition de petit matériel informatique	ECONOCOM (Centrale d'achat Paradigm)	20-02-24	557,21 €
19377	MP - attribution - cadres photos	ACTION	20-02-24	469,80 €
19288	MP - attribution - lampes de chevet	ELECTRIC	20-02-24	608,97 €
19302	MP - attribution - nettoyage des vitres et châssis	EMONET	20-02-24	980,10 €
19442	MP - attribution - réfrigérateurs et lave-linges (marché global)	FNAC VANDEN BORRE	28-02-24	39.089,78 €

19400	MP - attribution - location d'un appareil de kiné	PHYSIOVISIT	28-02-24	3.569,50 €
19412	MP - attribution - sortie culturelle	THEATRE VARIA	28-02-24	49,00 €
19394	MP - attribution - service d'envoi de SMS	INFORIUS	28-02-24	2.323,20 €
19396	MP - attribution - connecteurs type RJ45	ELECTRIC	28-02-24	13,36 €
19422	MP - attribution - frais d'inscription (20 km de Bruxelles)	S.I. BRUSSELS PROMOTION	28-02-24	700,00 €
19455	MP - attribution - fournitures d'eaux, bières et limonades - OO - gunning - levering van water, bier en frisdrank	ALKEN-MAES	28-02-24	237.960,30 €
19429	MP - attribution - modification de marché	VITESS'KE	06-03-24	907,74 €
19456	MP - attribution - enlèvement de logos d'un véhicule	ARTISTICK	06-03-24	205,70 €

19472	MP - attribution - travaux de mise en conformité de l'ascenseur du Centre	KONE BELGIUM	06-03-24	1.898,45 €
19275	MP - attribution - vérification et câblage de 2 aérothermes	VINCI FACILITIES	06-03-24	334,49 €
19238	CA - attribution - maintenance du matériel informatique	BECHTLE (centrale d'achat PARADIGM)	27-03-24	2.244,53 €
19556	MP - attribution - bouquet de fleurs	MUYLLAERT FLOWERS	27-03-24	50,00 €
19578	MP - attribution - 10 rouleaux de tickets	ESII BELGIUM	27-03-24	240,79 €
19475	MP - attribution - boîte aux lettres	MANUTAN	27-03-24	43,98 €
19553	MP - attribution - 450 timbres	BPOST	27-03-24	846,00 €
19537	MP - attribution - gâches pour porte d'entrée	ELECTRIC	27-03-24	94,37 €

19489	MP - attribution - remplacement de 2 circulateurs de la boucle sanitaire	VINCI FACILITIES	27-03-24	1.870,50 €
19569	MP - modification - marché d'assurances (Assurances de personnes, assurances de choses et assurances de véhicules automoteurs)	AXA BELGIUM	27-03-24	213.000,00 €
19525	MP - attribution - contrat de maintenance annuelle des imprimantes pour les cartes médicales	CORONAPRINT	10-04-24	5.372,82 €
19528	MP - attribution - remplacement d'ampoules et diagnostic	MIDAS	10-04-24	55,00 €
19613	MP - attribution - réparation de pneu	AUTO 5	10-04-24	16,53 €
19547	MP - attribution - réparation d'un sèche-linge	ELECTROLUX	10-04-24	277,09 €
19643	MP - attribution - sortie culturelle	ARKOSE	10-04-24	515,00 €
19645	MP - location de fontaines à eau	AQUA VITAL	17-04-24	7.096,65 €

19636	MP - reconduction - fourniture de carnets de réquisitoires de soins ambulatoires de 2e ligne	COYOTEPRINT	17-04-24	5.190,90 €
19045	MP - attribution - visite des floralies de Grand-Bigard	FLORALIA BRUSSELS	17-04-24	353,00 €
19043	MP - attribution - sorties	GAASBEEK ICE CREAM BAR	17-04-24	960,00 €
19044	MP - attribution - sorties	MINI-GOLF ANDERLECHT	17-04-24	150,00 €
19603	MP - attribution - sorties culturelles	PÊLE_MÊLE	17-04-24	1.000,00 €
19743	MP - attribution - sortie du comité culturel	ING ARENA	17-04-24	1.140,00 €
19735	MP - attribution - sortie culturelle	FLORALIA BRUSSELS	17-04-24	243,00 €
19768	MP - attribution - acquisition de chèques alimentaires sous format papier	SODEXO	24-04-24	79.040,00 €



19787	MP - attribution - fournitures de plomberie	SANISTOCK	24-04-24	42.324,90 €
19785	MP - attribution - fournitures électriques (marché global)	ELECTRIC	24-04-24	85.143,25 €
19786	MP - attribution - fournitures de peinture et de revêtement	NEW GOFFIN	24-04-24	26.225,36 €
19791	MP - attribution - contrat de maintenance et dépannage de 3 ascenseurs	KONE BELGIUM	24-04-24	5.775,94 €
19686	MP - attribution - excursion avec résidents	HOTEL SANDESHOVED	24-04-24	2.150,00 €
19788	MP - attribution - fournitures de quincaillerie et outillage	LECOT	30-04-24	30.038,50 €
19670	MP - attribution - nettoyage des vitres et des châssis	LD CLEAN	30-04-24	16.280,55 €
19822	MP - attribution - désignation d'une agence immobilière	CITYA BRUXELLES	30-04-24	9.680,00 €

19774	MP - attribution - diffusion d'annonces pour l'examen de promotion et de recrutement de travailleur social en chef	DIVERS MÉDIAS	30-04-24	3.195,38 €
19579	MP - attribution - chariot chauffe-assiettes	GGM GASTRO	30-04-24	306,12 €
19307	MP - attribution - réparation d'une porte automatique	ENTRANCE SERVICES	30-04-24	3.044,78 €
19320	MP - attribution - remplacement de 2 batteries de secours et d'un verrou électrique	ENTRANCE SERVICES	30-04-24	1.962,24 €
19236	MP - attribution - 5 télécommandes pour grille automatique	RELEX	30-04-24	176,10 €
19749	MP - reconduction - fourniture de produits de boulangerie et de pâtisserie - OO - verlenging - levering van bakkerij en banketbakkersproducten	PANIFEX	30-04-24	70.073,00 €
19890	MP - attribution - visite de l'Atomium	ATOMIUM	08-05-24	210,00 €
19882	MP - attribution - commande de sandwiches	BELO	08-05-24	49,40 €

19871	MP - attribution - prolongation du contrat de maintenance du logiciel AMA	DDI	08-05-24	703,82 €
19889	MP - attribution - remplacement d'une carte électronique	SCHINDLER	15-05-24	2.755,32 €
19864	MP - attribution - vêtements de travail	CIPAC	15-05-24	268,42 €
19946	MP - attribution - sortie résidents	TRAIN WORLD	22-05-24	30,00 €
19839	MP - attribution - matériel de ragréage	R&A ROELS	22-05-24	753,23 €
19925	MP - attribution - remplacement sonde extérieure pour chaudière	VINCI FACILITIES	22-05-24	69,70 €
19924	MP - attribution - remplacement joint chaudière	VINCI FACILITIES	22-05-24	388,52 €
19926	MP - attribution - ticketing	ESII BELGIUM	22-05-24	1.317,69 €

20008	MP - attribution - Sortie avec les résidents - maison d'accueil "Le Relais"	HOBO	30-05-24	73,00 €
20056	MP - attribution - chèques alimentaires sous format papier	SODEXO	30-05-24	638,40 €
19582	MP - attribution - approvisionnement et acquisition de trousse de secours - OO - gunning - aanschaf en bevoorrading van EHBO-dozen	COVARMED FARMA	30-05-24	1.327,28 €
20103	MP - attribution - TV et chaîne d'information interne	SCREEN SERVICES	05-06-24	68.444,38 €
20015	MP - attribution - sortie familiale	DOMAINE PROVINCIAL HUIZINGEN	05-06-24	240,00 €
19950	MP - attribution - sorties	MUSEE BELLE EPOQUE	05-06-24	708,00 €
19979	MP - attribution - location d'une boîte à outils pour la référente démence	EXPERTISECENTRUMDEMENTI E VLAANDEREN	05-06-24	100,00 €
20130	MP - reconduction - formations de base et de recyclage en secourisme	COHEZIO	12-06-24	7.967,39 €

19373	MP - attribution - plaque de commande pour réparation urinoir	SANISTOCK	12-06-24	317,41 €
20092	MP - attribution - fournitures pour chariots à médicaments	GOHY	12-06-24	288,59 €
19550	MP - attribution - matériel complémentaire pour système d'appels infirmier	NIKO	12-06-24	1.264,57 €
19447	MP - attribution - petit matériel de cuisine	VERRAX	12-06-24	1.218,37 €
19510	MP - attribution - 3 chaises ergonomiques	JM BRUNEAU	12-06-24	1.154,34 €
19257	MP - attribution - 3 portes automatiques	ENTRANCE SERVICES	12-06-24	925,65 €
19583	MP - attribution - contrat d'inspection, d'entretien et de réparation des appareils électriques	CORE CONCEPT	12-06-24	3.319,14 €
20121	MP - attribution - entretien d'un véhicule	MIDAS	12-06-24	509,01 €

20022	MP - attribution - levée des remarques des 2 ascenseurs	SOCOTEC	12-06-24	907,50 €
19759	MP - attribution - nettoyage occasionnel de chambres	EMONET	12-06-24	2.952,40 €
19473	MP - attribution - échangeur sanitaire de la chaudière	VINCI FACILITIES	12-06-24	475,11 €
20049	CA - attribution - remplacement disque dur AS400	PARADIGM (Centrale d'achat)	12-06-24	181,50 €
19989	MP - attribution - remplacement poulie de l'ascenseur	KONE BELGIUM	12-06-24	4.097,65 €
20098	MP - attribution - réparation phare d'un véhicule	AUTO 5	12-06-24	305,89 €
20096	MP - attribution - 40 cassettes informatiques	BELTA	20-06-24	1.338,26 €
20230	MP - attribution - chèques-cadeaux (€ 5,00)	DECATHLON	20-06-24	700,00 €

19765	MP - attribution - migration des sites Internet et Intranet	AFFINITIC	20-06-24	3.581,60 €
18576	MP - attribution - pièces de rechange pour conteneurs à café	GOLDMAN	20-06-24	4.712,49 €
20204	MP - attribution - remplacement de 2 échangeurs sur 2 chaudières	ELCO	20-06-24	13.193,69 €
20215	MP - attribution - remplacement ventilateur	EL TECHNICS	20-06-24	3.905,88 €
20131	MP - reconduction - service de carwash	ANAC CARWASH	20-06-24	451,60 €
20205	MP - attribution - siphon pour une douche	SANISTOCK	20-06-24	13,41 €
20346	MP - attribution - nettoyage de vitres et de châssis	LD CLEAN	03-07-24	1.179,75 €
20006	MP - attribution - sortie familiale	PAIRI DAIZA	03-07-24	6.000,00 €

20320	MP - attribution - sortie culturelle	ARKOSE	03-07-24	130,00 €
20390	MP - attribution - rénovation des chambres	GESIBOIS	03-07-24	3.277,35 €
19992	MP - attribution - sortie familiale	SKY ZONES	03-07-24	2.650,00 €
20379	MP - attribution - excursion pour résidents	DINANT EVASION	03-07-24	575,00 €
20369	CA - attribution - tableau blanc magnétique	LYRECO (centrale d'achat)	03-07-24	91,29 €
20364	CA - attribution - licence Exchange P2	SOFTWARE ONE (Centrale d'achat PARADIGM)	03-07-24	15,42 €
20343	CA - attribution - activation de permanence téléphonique	IRISNET (centrale d'achat)	03-07-24	67,76 €
20398	MP - attribution - remplacement pompe lave-glace d'un véhicule	CARROSSERIE JANS EDDIE	03-07-24	204,04 €



20397	MP - attribution - contrôle d'installation de détection incendie	ACEG	03-07-24	1.510,76 €
19948	MP - attribution - devis panne sèche-linges	MENCH INDUSTRY	03-07-24	337,59 €
20261	MP - attribution - matériel complémentaire	IKEA	03-07-24	72,93 €
20262	MP - attribution - matériel supplémentaire	DISTRICOS	03-07-24	259,16 €
20235	MP - attribution - adaptation prix des boissons	MICROVOLT	03-07-24	78,65 €
19990	MP - attribution - traitement contre les punaises de lit	AM CONTROL	03-07-24	242,00 €
20102	MP - attribution - contrôle périodique installation électrique haute tension	ELECTROTEST	03-07-24	150,04 €
20300	MP - attribution - 2 chariots de transport	MANUTAN	03-07-24	621,56 €

19987	MP - attribution - matériel de plomberie	SANISTOCK	03-07-24	1.293,23 €
20282	MP - attribution - entretien d'un véhicule	AUTO 5	03-07-24	22,95 €
19954	MP - attribution - taque de cuisson	VANDEN BORRE	03-07-24	323,00 €
20350	MP - attribution - diagnostic en vue de la réparation d'un véhicule	MIDAS	03-07-24	62,00 €
19971	MP - attribution - réparation de 2 sèche-linges	MENCH INDUSTRY	03-07-24	1.187,53 €
20315	MP - attribution - fournitures électriques	ELECTRIC	10-07-24	1.788,13 €
20393	MP - attribution - services juridiques	LEROY & PARTNERS	10-07-24	5.000,00 €
20640	MP - attribution - fournitures et de services	RIGHT MANAGEMENT (MANPOWER)	24-07-24	7.242,30 €

20664	MP - attribution -lutte contre les nuisibles - OO - gunning - ongediertebestrijding	AM CONTROL	31-07-24	163.204,80 €
20534	MP - reconduction - chaussures de sécurité et divers	DAELMAN	31-07-24	12.044,66 €
20550	CA - attribution - souris ergonomique verticale	ECONOCOM (centrale d'achat Paradigm)	31-07-24	133,10 €
20467	CA - attribution - renouvellement de 671 licences exchange online	SOFTWARE ONE (Centrale d'achat PARADIGM)	31-07-24	31.028,80 €
20562	MP - attribution - abonnement au Memento Communal 2024	WOLTERS KLUWER	31-07-24	155,80 €
19054	MP - attribution - élagage d'arbres et évacuation des déchets	ROYAL GARDEN	31-07-24	4.319,70 €
20511	MP - attribution - remplacement de 2 pneus d'un véhicule	ALAIN PNEUS	31-07-24	265,58 €
20013	MP - attribution - débouchage et inspection des canalisations des eaux usées	SD DEBOUCHAGE	31-07-24	1.089,00 €

20431	MP - attribution - extension du système de détection incendie	ALLOSON	31-07-24	1.922,67 €
20519	MP - attribution - déplacement de détecteurs incendie	AUTOMATIC ALARM	31-07-24	515,46 €
20590	MP - attribution - fournitures électriques	ELECTRIC	31-07-24	16.762,26 €
20409	MP - reconduction - maintenance et dépannage des installations de chauffage	EQUANS	31-07-24	3.629,12 €
20617	MP - attribution - revêtement des touches de clavier	MICROVOLT	31-07-24	18,15 €
20604	MP - attribution - boîtes de pastilles de lavage	HTI	31-07-24	1.086,58 €
20581	MP - attribution - adaptation formule abonnement des lignes Internet	PROXIMUS	31-07-24	4.253,44 €
20582	MP - attribution - cadeaux d'anniversaires	BROZE	31-07-24	461,39 €

20472	MP - attribution - impression de 500 fardes à rabat avec logo	MEDIA PROCESS	31-07-24	647,35 €
20482	MP - attribution - excursion des résidents	FORT NAPOLEON	31-07-24	623,00 €
20688	MP - attribution - fournitures et de services	DAOUST	07-08-24	8.712,00 €
20739	MP - reconduction - reproduction de clés	SERRURERIE ANDRE	21-08-24	630,17 €
20693	MP - attribution - smartphone	BOL.com	21-08-24	579,00 €
20418	MP - attribution - désignation de Maître THIEBAUT Sabine	Maître THIEBAUT	21-08-24	133,10 €
20721	MP - attribution - 4 containers	MANUTAN	21-08-24	287,98 €
20663	MP - attribution - service d'envoi de SMS	INFORIUS	28-08-24	2.323,20 €

20781	MP - attribution - viandes	FAMILY MARKET	28-08-24	77,46 €
20787	MP - attribution - excursion des résidents	PAIRI DAIZA	28-08-24	2.280,00 €
20624	MP - attribution - tringles pour voilages	ROBBERECHTS	28-08-24	5.285,28 €
20801	MP - attribution - contrôle installations électriques	ELECTROTEST	28-08-24	617,10 €
20766	MP - attribution - destruction nid de frelons	AM CONTROL	04-09-24	84,70 €
20843	MP - attribution - destruction d'un nid de guêpes	AM CONTROL	04-09-24	84,70 €
20767	MP - attribution - 2 sets de clés de réarmement	SETON	04-09-24	85,85 €
20670	MP - attribution - 2 barbecues à charbon	COOLBLUE	04-09-24	327,98 €

20671	MP - attribution - télévision	FNAC VANDEN BORRE	04-09-24	278,00 €
20649	MP - attribution - 2 bancs extérieurs	KAISERKRAFT	04-09-24	869,02 €
20834	MP - attribution - commande et livraison de sandwiches	CANNELLE	04-09-24	120,84 €
20681	MP - attribution - 21 étagères métalliques	HUBO	04-09-24	1.853,79 €
20804	CA - attribution - 2 smartphones	IRISNET (centrale d'achat)	04-09-24	284,18 €
20466	MP - attribution - pommeau de douche spécifique pour baignoire	ARJO	11-09-24	223,32 €
20893	MP - attribution - cadeaux d'anniversaires BONGO	VANDEN BORRE	11-09-24	187,95 €
20489	MP - attribution - 5 tondeuses à cheveux	FNAC VANDEN BORRE	11-09-24	184,75 €

20480	MP - attribution - 60 rallonges pour matelas	DUVATEX	11-09-24	903,87 €
20450	MP - attribution - pour contrôle technique d'un véhicule	AUTO REPAIR SERVICES	11-09-24	406,51 €
20623	MP - attribution - réparation suite à une fuite	VINCI FACILITIES	11-09-24	1.320,11 €
20902	MC - reconduction - distribution de titres-repas	EDENRED	11-09-24	138,43 €
20907	MP - attribution - petit matériel de maintenance	HUBO	18-09-24	206,93 €
20533	MP - attribution - remplacement de deux bacs à condensation	ELCO	18-09-24	1.144,47 €
20975	MP - attribution - abonnement au magazine VIEWZ	VANDEN BROELE	18-09-24	107,00 €
20904	MP - reconduction - containers et destruction de dossiers sociaux et documents papier	MONSEU RECYCLING ARCHIVES CONSEIL	18-09-24	3.150,00 €



20964	MP - attribution - variateur de fréquence	KONE BELGIUM	26-09-24	12.022,69 €
20990	MC - attribution - achat de carburants (marché conjoint Commune et CPAS) - OO - gunning - aankoop van brandstoffen (gezamenlijke opdracht Gemeente en OCMW)	ETN J MAES ZONEN NV	26-09-24	828.000,00 €
20991	MP - attribution - marché d'assurances (nouveau marché)	ETHIAS	26-09-24	318.259,23 €
21102	MP - attribution - services Juridiques	Maître CONING	02-10-24	94,00 €
21099	MP - attribution - sorties cinéma	Divers cinémas	02-10-24	60,00 €
20887	MP - attribution - pompe du climatiseur	VINCI FACILITIES	02-10-24	431,70 €
21132	MP - attribution - entretien de jardins et mise en peinture	ROYAL GARDEN	02-10-24	4.876,30 €
20783	MP - attribution - 7 nouveaux stores	ATELIER STORES	02-10-24	2.306,26 €

20819	MP - attribution - 4 brosses rince verres	GOLDMAN	02-10-24	47,43 €
20959	MP - reconduction - contrat de maintenance et de dépannage des portes automatiques piétonnes, des portes de garage et des grilles à télécommande	ENTRANCE SERVICES	02-10-24	7.000,00 €
20913	MP - attribution - prolongation contrat d'entretien	EURALPACK HEALTHCARE	02-10-24	786,50 €
20910	MP - attribution - sacs pour mise sous-vide des langes usagés	EURALPACK HEALTHCARE	02-10-24	1.510,08 €
21016	MP - attribution - rouleaux de tickets pour les machines DIS06 et DISEO BL	ESII BELGIUM	02-10-24	5.778,96 €
20992	MP - attribution - fournitures de plomberie	DESCO	02-10-24	1.210,48 €
20989	MP - attribution - fournitures	CIPAC	02-10-24	714,09 €
21017	MP - attribution - ustensiles de cuisine	GOLDMAN	02-10-24	1.336,61 €

20986	MP - attribution - 12 garde-robes et commodes	IKEA	02-10-24	2.268,00 €
21046	MC - attribution - contrôle médical des travailleurs (marché conjoint Commune et CPAS) - OO - gunning - medische controle van de werknemers (gezamenlijke opdracht Gemeente en OCMW)	MEDICHECK	09-10-24	44.284,79 €
21055	MP - attribution - commande et livraison de sandwiches	Les Uns Les Autres	09-10-24	40,00 €
21176	MP - attribution - 30 pelles et brosses à poussière	BOMA	09-10-24	996,44 €
21168	MP - attribution - 2 sorties avec les résidents	MINI-EUROPE	09-10-24	368,00 €
21172	MP - attribution - achat de livre	EXPERTISECENTRUMDEMENTI E VLAANDEREN	09-10-24	43,05 €
21233	CA - Demande d'accord de participation au marché public pour les services postaux dans le cadre de la centrale d'achat HECAPP (précédemment IRIS-ACHATS) - service Expédition	HECAPP (centrale d'achat)	16-10-24	1.815,00 €
21154	CA - attribution - renouvellement des licences pour firewall	BECHTLE (centrale d'achat PARADIGM)	16-10-24	4.514,97 €

21199	MP - attribution - achat de mobilier	DISTRAC	16-10-24	3.254,30 €
21199	MP - attribution - achat de mobilier	SOLBREUX	16-10-24	755,04 €
21181	MP - attribution - 12 roulettes pour meubles de cuisine	CIPAC	16-10-24	140,61 €
21161	MP - attribution - achat de 5 cendriers	KAISERKRAFT	16-10-24	699,74 €
21177	MP - attribution - 5 poubelles et un aspirateur	BOMA	16-10-24	429,45 €
21180	MP - attribution - matériel de construction	GESIBOIS	16-10-24	947,82 €
21214	MP - attribution - remplacement du bouton d'appel d'un ascenseur	KONE BELGIUM	16-10-24	833,99 €
21164	MP - attribution - renouvellement licence Logiciel Stock	JUSTE UN CLIC	16-10-24	143,99 €

21175	MP - attribution - sortie culturelle	SORTILEGE	16-10-24	960,00 €
21302	MP - reconduction - marché relatif à l'ouverture et à la fermeture des sites	IPGS GROUP	23-10-24	26.400,00 €
21239	MP - reconduction- contrat d'entretien et maintenance d'extincteurs, éclairages de secours et dévidoirs	SICLI	23-10-24	1.615,95 €
21225	MP - attribution - remplacement déverrouillage d'urgence porte du sous sol	KONE BELGIUM	23-10-24	1.415,73 €
21266	MP - attribution - entretien et la réparation des véhicules (marché global)	MIDAS	23-10-24	13.257,97 €
21202	MP - attribution - réparation et remplacement de châssis et de quincailleries	CHASSIS LEOPOLD	23-10-24	5.414,75 €
21240	MP - attribution - travaux de toiture	TOITURE CHRISTIAN	23-10-24	11.381,26 €
21401	MP - reconduction - marché relatif au marché contrat de maintenance et dépannage HVAC	VINCI FACILITIES	06-11-24	38.319,03 €

21217	MP - attribution - recrutement	DIVERS MÉDIAS	06-11-24	3.543,00 €
21384	MP - attribution - cadeaux de Noël	WM SUPPLIES IGO POST AVA	06-11-24	3.003,29 €
21315	MP - attribution - abonnement annuel	DROITS QUOTIDIENS	06-11-24	765,00 €
21277	MP - attribution - sortie du comité culturel - marché de Noël à Liège	MARCHE DE NOEL	06-11-24	644,00 €
21276	MP - attribution - sortie du Comité culturel (20 personnes)	Divers cinémas	06-11-24	522,00 €
21306	MP - attribution - 4 chariots avec table élévatrice	PALLIT	06-11-24	1.664,02 €
21352	MP - attribution - matériel de menuiserie	GESIBOIS	06-11-24	579,80 €
21169	MP - attribution - 25 briquets allume-cigare électroniques	ETSY	06-11-24	379,25 €

21282	MP - attribution - matériel médical	DYNA MEDICAL	06-11-24	1.436,31 €
21351	MP - attribution - matériel de plomberie	DESCO	06-11-24	1.958,98 €
21393	MP - attribution - four à micro-ondes	MEDIAMARKT	13-11-24	123,00 €
21436	MP - attribution - outil de design et de publication en ligne	CANVA	13-11-24	1.016,40 €
21404	MP - attribution - spectacle	BOB ALAN	13-11-24	325,00 €
21489	MP - attribution - ressort de porte palière ascenseur	SCHINDLER	13-11-24	484,00 €
21232	MP - reconduction - interventions techniques pour les usagers du CPAS	HAMMOUCHI HASSAN	27-11-24	6.176,00 €
21579	MP - attribution - mission d'architecture	ARCHITECTE LAMBERT Eric	27-11-24	7.187,40 €

21596	MP - attribution - livraison et placement de châssis pour portes et fenêtres	CHASSIS LEOPOLD	27-11-24	63.368,02 €
21587	MP - attribution - télésurveillance et gardiennage	G4S SECURITY & HOSPITALITY SOLUTIONS S.A.	27-11-24	92.000,00 €
21525	CA - attribution - licences Windows Server Datacenter et Users CAL	PARADIGM (Centrale d'achat)	27-11-24	39.351,23 €
21337	MP - attribution - remplacement de gros électros encastrables	MEDIAMARKT	27-11-24	2.089,00 €
21368	MP - attribution - acquisition d'une imprimante photo compacte	MEDIAMARKT	27-11-24	130,00 €
21362	MP - attribution - service d'envoi de SMS	INFORIUS	27-11-24	66,93 €
21376	MP - attribution - pour contrôle technique d'un véhicule	AUTO REPAIR SERVICES	27-11-24	670,34 €
21402	MP - attribution - rétenteurs sans fil et ferme-porte	BELGIUM SECURITY	27-11-24	5.523,59 €



21424	MP - attribution - logiciel comptable Pégase	CIVADIS	27-11-24	10.151,31 €
21313	CA - attribution - une imprimante "personnelle/locale"	SPIE (centrale d'achat Paradigm)	27-11-24	171,42 €
21374	CA - attribution - une imprimante "personnelle/locale"	SPIE (centrale d'achat Paradigm)	27-11-24	171,42 €
21574	MP - attribution - remplacement de la centrale téléphonique - OO - gunning - vervanging van de telefooncentrale	DAVO	27-11-24	107.476,39 €
21513	MP - attribution - remplacement d'une porte coupe-feu et d'un chambranle de la chambre	BELGIUM SECURITY	04-12-24	4.767,40 €
21603	CA - attribution - 21 PC portables + accessoires	PARADIGM (Centrale d'achat)	04-12-24	34.807,68 €
21562	MP - attribution - 2 chaises ergonomiques	JM BRUNEAU	04-12-24	745,36 €
21566	MP - attribution - four combi-steamer	METOS	04-12-24	17.085,02 €

21549	MP - attribution - animatrice photos	J. DE TESSIERES	04-12-24	2.117,50 €
21619	MP - attribution - 3 thermos	GOLDMAN	11-12-24	88,87 €
21501	MP - attribution - micro-ondes et réfrigérateur	FNAC VANDEN BORRE	11-12-24	554,00 €
21492	MP - attribution - 500 emballages	AVA	11-12-24	68,85 €
21635	MP - attribution - diagnostic dysfonctionnement de la douche/marmite 150L	CORE CONCEPT	11-12-24	467,16 €
21303	MP - attribution - réparation de petits matériels d'entretien	BOMA	11-12-24	1.963,62 €
21491	MP - attribution - ingrédients pour préparation de Noël	SYSCO	11-12-24	2.792,01 €
21398	MP - attribution - location de matériel audio	FUN LOCATION	11-12-24	320,00 €

21618	MP - attribution - remplacement complet du caisson de ventilation	VINCI FACILITIES	11-12-24	1.564,60 €
21640	MP - attribution - collecte, transport, destruction et recyclage des cartes médicales périmées des usagers et des cartouches-rubans d'impression	SIMON CONSEIL	11-12-24	57,85 €
21697	MP - attribution - armoires modulaires et accessoires	ALL MODUL	11-12-24	17.548,97 €
21407	MP - attribution - 3 terminaux de chambre	NIKO	11-12-24	1.524,60 €
21568	MP - attribution - 200 tickets d'entrée	JUMPINGXL BRUXELLES	11-12-24	1.875,00 €
20692	MP - attribution - livres en langue française et en langue néerlandaise	TULITU TROPISMES STANDAARD BOEKHANDEL	11-12-24	10.054,57 €
21428	MP - attribution - enlèvement d'encombrants et nettoyage	INOCLEAN	11-12-24	8.167,50 €
21774	MP - reconduction - logiciel de gestion de marchés publics	3P	17-12-24	9.757,44 €

21764	MP - attribution - remplacement installation traitement de l'air	BTA KOELING	17-12-24	77.688,92 €
21768	MP - attribution - remplacement de la chaufferie et du tableau électrique	E.S. TECHNIK	17-12-24	165.146,00 €
21712	MP - attribution - 21 briquets allume-cigare électroniques	AMAZON	17-12-24	374,22 €
21716	MP - attribution - mobilier de bureau	IKEA	17-12-24	26.383,37 €
21749	MP - attribution - unité frigorifique	FROIRECA	17-12-24	18.888,92 €
21711	MP - attribution - simulation du forfait 2025 de la maison de repos	PROBIS PLUS	17-12-24	1.512,50 €
21681	MP - attribution - service d'envoi de SMS	INFORIUS	17-12-24	592,90 €
21826	MP - attribution - services Juridiques (droit médical)	UGKA	17-12-24	332,75 €

21704	MP - attribution - préparation et livraison de repas - OO - gunning - voorbereiding en levering van maaltijden	DUO CATERING	17-12-24	146.099,80 €
21649	MP - attribution - fourniture de denrées alimentaires, de services d'aide à la gestion de cuisine et d'un logiciel de gestion de la production des repas et des commandes	AB RESTAURATION	17-12-24	495.029,30 €
21737	MP - attribution - maintenance des ascenseurs, plates-formes élévatrices et monte-charge	KONE BELGIUM	17-12-24	166.224,96 €
21743	MP - attribution - service d'envoi de SMS	PROXIMUS	27-12-24	5.082,00 €
21840	MP - attribution - chaise de bureau ergonomique	AMAZON	27-12-24	117,12 €
21825	MP - attribution - armoires modulaires (complément)	ALL MODUL	27-12-24	1.605,07 €
21805	MP - attribution - réalisation d'un nouveau logo	KREORA COMMUNICATION	27-12-24	801,63 €
21829	MP - attribution - réparation de la corniche et vérification des descentes d'eau pluviale	TOITURE CHRISTIAN	27-12-24	25.494,70 €

21812	MP - attribution - remplacement porte d'entrée côté parking et étanchéisation d'une verrière	CHASSIS LEOPOLD	27-12-24	18.129,00 €
-------	--	-----------------	----------	-------------

BP : Bureau permanent

CS : Conseil de l'action sociale

VB : Vast Bureau

RD : Raad voor Maatschappelijk Welzijn

MP : Marché public

OO : Openbare opdracht

CA : Centrale d'achat

MC : Marché conjoint

Liste des Conseillers – Rémunérations – Avantages – Représentations

Lijst van de Raadgevers – Bezoldigingen – Voordelen - Vertegenwoordigingen

Nom Naam	Prénom Voornaam	CPAS OCMW	Fonction Functie	Indemnité annuelle brute octroyée en 2024 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2024	GSM	Montant Bedrag	Voiture/Essence Autres frais de représentation Wagen/Benzine Andere vertegenwoor- digingskosten	Indemnité annuelle brute octroyée en 2024 Toegekende bruto jaarlijkse vergoeding in 2024	Autres mandats gratuits - Conseil d'administration (CA) - Assemblée générale (AG) Andere gratis mandaten - Raad van Bestuur (RvB) - Algemene vergaderingen (AV)
BASTIN	Gérardine	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		oui/ja	0	non/nee	116.488,88 €	Molenbeek Formation (àpd 31.05.2023) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) Move (àpd 25.04.2019) Amphora (àpd 25.04.2019 jusqu'au 16.12.2024) Comité Directeur de la Fédération des CPAS - Brulocalis (à partir du 01.03.2019)
DUMONT	Marc	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.664,47 €	
van MERRIS	Didier	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid		non/nee	0	non/nee	9.053,68 €	Igretec Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint- Jean (AG et CA) (àpd 27.07.2022)
DUQUESNE	Pascal	Sint-Jans- Molenbeek- Saint-Jean	Conseiller/ Raadslid Jusqu'au / Tot 27.03.2024		non/nee	0	non/nee	1.350,00 €	Igretec (AG) (jusqu'au 27.03.2024) Amphora (àpd 25.04.2019 jusqu'au 16.12.2024)

RABATTI	Anna	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	4.526,84 €	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
TIELENS	Nathalie	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.394,47 €	
DAOUDI	Aicha	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	8.542,89 €	Plateforme du service d'aide à la jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles (àpd 25.04.2019) Molenbeek Formation (AG et CA) (àpd 31.05.2023) Mission locale de Molenbeek (AG et CA) (àpd 31.05.2023)
VERHEYE	Pascal	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	2.967,63 €	
DELGADO FERNANDEZ	Maria Etelvina	Sint-Jans-Molenbeek-Saint-Jean	Conseiller/Raadslid		non/nee	0	non/nee	929,21 €	Igretec (AG) (àpd 24.06.2020)
RASSON	Natalie	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	569,21 €	
EL JAIDI AL QAZOUY	Ahmed	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	6.896,05 €	Agence immobilière sociale de Molenbeek-Saint-Jean (AG et CA) (àpd 31.05.2023)
EL OUAKILI	Ibrahim	Sint-Jans-Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	4.317,63 €	
WENNEKES	Niels	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid		non/nee	0	non/nee	7.343,68 €	Le Logement Molenbeekois (AV et RvB) (vanaf 31.05.2023) Igretec (AV) – vanaf 31.05.2023
MBULU AZANGA	Lazare	Sint-Jans – Molenbeek – Saint-Jean	Conseiller /Raadslid A partir du/ Vanaf 27.03.2024		non/nee	0	non/nee	12.649,51 €	Igretec (AG) (àpd 27.03.2024)



Participation aux réunions des organes politiques

Deelname aan de vergaderingen van de politieke organen

PERIODE 01.01.2024 > 31.12.2024	CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE  RAAD VOOR MAATSCAPPELIJK WELZIJN	BUREAU PERMANENT  VAST BUREAU	COMITE SPECIAL DU SERVICE SOCIAL  BIJZONDER COMITE VOOR DE SOCIALE DIENST	COMITE SPECIAL ACTIONS ET ECONOMIES SOCIALES  BIJZONDER COMITE SOCIALE INSCHAKELING EN ECONOMIE	COMITE SPECIAL LOGEMENT  BIJZONDER COMITE HUISVESTING	COMITE DE CONCERTATION  OVERLEGCOMITE	VERIFICATION DE CAISSE  NAZICHT VAN DE KAS	COMITES REUNIES  VERENIGDE COMITES	REMARQUES  OPMERKINGEN
<b>Nombre de séances en 2024 Aantal zittingen 2024</b>	<b>12</b>	<b>54</b>	<b>53</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	-	
BASTIN Gérardine Présidente / Voorzitster	12	51	48	21	21	2	-		
DUMONT Marc	11	49	1	10	22	1	-		
RABATTI Anna	3 + 1	-	43	1	-	-	2		
DUQUESNE Pascal	1	12	2	-	-	-	-		
TIELENS Nathalie	10	37 + 3	42	-	-	-	2		
DELGADO FERNANDEZ	10	-	-	-	-	-	-		
DAOUDI Aicha	8	-	47	-	16	-	-		
van MERRIS Didier-Charles	11	-	47	19	21	-	-		
VERHEYE Pascal	9 + 1	-	-	23	-	-	-		

RASSON Natalie	6 + 1	-	-	-	-	-	-		
EL JAIDI EL QAZOUY Ahmed	7 + 1	3	44 + 2	15	6	-	-		
EL OUAKILI Ibrahim	5 + 2	-	41	1	-	-	-		
WENNEKES Niels	12	51	16	21	-	-	-		
MBULU AZANGA Lazare	8	1 + 3 + 32	10 + 1 + 3	1 + 2 + 2	12 + 2	-	-		

Bleu = remplacement de la présidente > 7 jours (salaire) / Blauw = vervanging van de voorzitter > 7 dagen (loon)

Mauve = remplacement de la présidente < 7 jours (jeton) / Paars = vervanging van de voorzitter < 7 dagen (zitpenning)

Rouge = présent sans jeton / Rood = aanwezig zonder zitpenning

#### Liste des membres du cabinet du/de la président/e

Il n'y a pas de cabinet de la Présidente.

#### Lijst van de leden van het kabinet van de voorzit(s)ter

Er is geen kabinet van de Voorzitter.